

PRÉFET DU BAS-RHIN

DÉCISION

Relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application de
l'article R.122-3 du Code de l'environnement

Projet d'extension d'un élevage existant (capacité actuelle déjà autorisée de 129 000 emplacements de volailles),
avec création d'un nouveau bâtiment pour l'élevage de 39 999 poules pondeuses plein air,
ce qui porte l'effectif maximal de l'exploitation à 168 999 emplacements de volailles,
sur le territoire de la commune d'Avenheim

VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.181-46 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle de formulaire de la demande au cas par cas en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement ;

VU le dossier de demande d'examen au cas par cas présenté par le pétitionnaire, la SARL ROECKEL domiciliée 21 rue des Vergers – 67370 AVENHEIM, reçu complet le 7 juin 2019, relatif à un projet d'extension du site d'élevage par la construction d'un nouveau bâtiment d'élevage avec parcours et hangar à fientes ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 juillet 2019 ;

Considérant la nature du projet :

- qui relève de la catégorie 1°a) de l'annexe de l'article R122-2 du Code de l'environnement ;
- qui consiste à augmenter l'élevage existant et déjà autorisé de poules pondeuses par la création d'un nouveau bâtiment avec parcours et hangar à fientes ;
- qui relève de la rubrique 2111 de la nomenclature des ICPE relative à l'élevage de poules pondeuses pour un total de 168 999 emplacements de poules pondeuses ;

Considérant la localisation du projet :

- au sein d'une zone destinée aux activités agricoles ;
- hors périmètres de protection de captages d'eau exploités au bénéfice de collectivités et protégés par déclaration d'utilité publique ;
- en dehors d'un zonage environnemental caractéristique d'une sensibilité particulière ;

Considérant les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique :

- qui, au regard des mesures existantes maintenues dans le cadre du projet devraient permettre de limiter les émissions et de garantir le respect de la réglementation en vigueur ;
- qui, au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade du projet, ne devraient pas être notables ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Bas-Rhin ;

Décide

Article 1^{er} :

Le projet d'extension du site d'élevage par la construction d'un nouveau bâtiment d'élevage avec parcours et hangar à fientes, présenté par le pétitionnaire, la SARL ROECKEL situé rue des Vergers – 67370 AVENHEIM, **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 4 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin.

Strasbourg, le **29 AOÛT 2019**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Yves SEGUY

Voies et délais de recours

1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif doit être adressé à

Monsieur le Préfet de Région

Préfecture de la région Grand Est

5 place de la République

BP 87031

67073 STRASBOURG cedex

Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire

246, boulevard Saint Germain - 75700 PARIS

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.

Le recours contentieux doit être adressé au :

Tribunal administratif de

STRASBOURG

31 avenue de la Paix – BP 51038

67070 STRASBOURG Cédex

ou sur le site www.telerecours.fr